

Bujumbura promet de publier des documents impliquant l'Union Européenne

@rib News, 10/06/2017 Source Xinhua Le Burundi promet de rendre publics des documents impliquant l'UE dans la stabilisation du pays. Suite à la découverte d'un document faisant foi des financements de l'Union Européenne aux instigateurs dans la tentative de renverser les institutions du pays, le gouvernement du Burundi a affirmé que d'autres documents sur l'implication de l'UE dans la stabilisation du pays continueraient d'apparaître.

Selon Philippe Nzobonariba, secrétaire général et porte-parole du gouvernement, c'est le ministre burundais des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale, Allain Aimé Nyamitwe, qui a donné cette information au cours d'une réunion du dernier Conseil des Ministres tenue à la fin de la semaine écoulée. "Le ministre a indiqué que d'autres documents impliquant l'UE dans la stabilisation du Burundi continuent d'apparaître au fur et à mesure que les jours avancent", a indiqué Philippe Nzobonariba vendredi, dans une déclaration sanctionnant le Conseil des ministres qui était dirigé par le chef de l'Etat Pierre Nkurunziza. M. Nyamitwe présentait au cours de ce Conseil le compte rendu d'un entretien qu'il a eu avec le représentant de l'UE au Burundi sur la récente découverte des documents impliquant cette dernière dans le financement des instigateurs dans la tentative de renversement des institutions publiques en mai 2015 et des violences que le Burundi a connues depuis cette période. Le Conseil des Ministres a été informé que l'UE reconnaît l'"authenticité" des documents, mais le représentant européen a indiqué que les financements s'inscrivaient dans le cadre des défenseurs des droits humains", a laissé entendre M. Nzobonariba dans la déclaration. Des divergences profondes subsistent entre l'UE et le gouvernement sur la perception et la notion de défenseurs des droits humains, le champ d'application, les critères sur le choix des bénéficiaires et des non bénéficiaires du financement destinés à la société civile enregistrée au Burundi, selon le porte-parole. Depuis que l'UE a suspendu le soutien direct au gouvernement du Burundi sur fond de l'article 96 de l'Accord de Cotonou et qu'elle a orienté ses aides directement à la population et surtout aux défenseurs des droits humains comme elle l'a laissé entendre dans sa défense après avoir été accusée de financer les acteurs des institutions, le climat des relations entre l'UE et le gouvernement n'est plus au bon fixe. L'Accord de Cotonou a été signé en 2000 pour une durée de 20 ans entre l'Union Européenne et les pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique). Dans cet Accord, les parties prenantes reconnaissent que les droits de l'homme, les principes démocratiques et l'Etat de droit sont des composantes essentielles de leur partenariat. Elles s'engagent aussi à les promouvoir et à les protéger à travers un dialogue politique. Pour le cas du Burundi, une procédure de consultation a été lancée le 26 octobre 2015 et s'est clôturée le 8 décembre de la même année. Le président ougandais et maître dans la crise burundaise, Yoweri Museveni et celui de la Tanzanie John Magufuli, ont plaidé pour la levée des sanctions européennes contre le Burundi lors du dernier sommet des chefs d'Etat de la Communauté Est Africaine à Dar-Es-Salam en Tanzanie du 20 mai 2017.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});